

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/250288905>

Introduction thématique: La crise alimentaire de 2004–2005 au Niger en contexte

Article in *Afrique Contemporaine* · September 2008

DOI: 10.3917/afco.225.0017

CITATIONS

10

READS

452

1 author:



[Jean-Pierre Olivier de Sardan](#)

École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), France; LASDEL, Niamey, Niger

268 PUBLICATIONS 5,730 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



public policies in Africa [View project](#)



Everyday corruption in West Africa [View project](#)

Texte publié dans *Afrique contemporaine*, 225, 2008, pp. 17-38

Introduction

La crise alimentaire de 2004-2005 au Niger en contexte

*Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN*¹

INTRODUCTION

Crise ou famine, excès et polémiques

L'une des caractéristiques principales de la crise alimentaire de 2004-2005 au Niger est sans aucun doute le contraste saisissant entre, d'un côté, la mobilisation médiatique spectaculaire qui, à partir de mai-juin 2005, a exhibé au monde entier l'existence d'une « famine » de forte amplitude au Niger, autour d'images poignantes d'enfants mourants de faim, et, de l'autre côté, les perceptions locales des principaux acteurs concernés, que ce soit les cadres nigériens, les partenaires techniques et financiers présents au Niger, et même la plus grande partie de la population, pour qui la crise alimentaire, bien qu'indéniable et sévère, était loin d'avoir le caractère dramatique et exceptionnel que lui prêtaient les journaux et télévisions occidentales.

Ce contraste a été la toile de fond de diverses polémiques. Certaines ONG ou personnalités ont accusé le gouvernement nigérien et/ou ses partenaires au développement de cacher de façon criminelle la gravité de la situation, alors que de nombreux responsables nationaux et quelques experts dénonçaient au contraire les excès et manipulations médiatiques ou l'invasion humanitaire dont le Niger a fait l'objet. Les intervenants « urgentistes » ont attaqué la cécité et l'inefficacité des institutions de développement, qui leur ont reproché en retour leur méconnaissance des réalités locales et leur peu de respect pour la souveraineté du Niger. L'opposition politique a mis en cause le pouvoir en place pour son impéritie. De hauts dignitaires nigériens ont laissé entendre que les ONG ou le PAM avaient largement bénéficié de cette « soi-disante » famine qui gonflait leurs ressources, tandis que, à l'inverse, les personnels humanitaires accourus en masse s'attribuaient le mérite d'avoir sauvé des dizaines ou des centaines de milliers de vie.

Certes, aujourd'hui, les esprits se sont quelque peu calmés. Plus personne, que ce soit parmi les experts nigériens ou internationaux ou parmi les responsables d'ONG, ne parle plus de « famine » : une sorte de consensus semble s'être établi sur la réalité d'une forte crise alimentaire en 2004-2005, et sur sa cause principale (flambée des prix régionale plus que déficit céréalière nationale), ainsi que sur le caractère outrancier de la présentation qu'en ont faite de nombreux médias.

Mais ce consensus n'est pas total et cache la persistance de certaines positions radicales et intolérantes (politiques ou idéologiques), qui affleurent ici ou là et peuvent ressurgir demain au grand jour. J'en prendrais deux exemples opposés. Le premier est la position de MSF-France. Le second est la position des autorités nigériennes.

¹ Directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, chercheur au LASDEL, Niamey

1) MSF-France a été à l'origine de la médiatisation de la crise et en a proposé *ex-post* sa propre version, selon sa propre « ligne », comme l'ont souligné Crombé et Jézéquel en 2007². Celle-ci peut se décomposer en quelques éléments inter-reliés, qui nous racontent en quelque sorte « l'histoire de la 'famine' de 2005 vue par MSF » : (a) l'augmentation du nombre d'enfants malnutris venant consulter chez MSF début 2005 était la conséquence directe d'une famine plus générale; (b) la cause fondamentale de cette « malnutrition/famine » était économique (non accès aux vivres et pauvreté); (c) une telle famine exigeait des distributions alimentaires gratuites massives (pour adultes comme pour enfants); (d) or les autorités nigériennes et les partenaires au développement, qui n'avaient pas réagi à temps et de façon appropriée, s'y opposaient, pour des raisons politiques inadmissibles; (e) c'est parce que MSF-France, suivi par d'autres ONG, a tiré la sonnette d'alarme et mobilisé l'opinion publique internationale autour de la malnutrition infantile que les secours pour la famine ont enfin pu être mobilisés, et que les distributions alimentaires gratuites pour toute la population ont pu être imposées aux autorités nigériennes qui n'en voulaient pas; (f) et c'est aussi grâce à MSF des dizaines de milliers d'enfants ont pu être sauvés, et que les politiques de santé ont enfin pris des mesures pour lutter contre la malnutrition infantile...

Certaines séquences de cette histoire sont en partie ou en totalité recevables (comme le dernier point) mais d'autres sont largement discutables, et ont été, sous diverses formes contestées. Le problème est que MSF-France n'a pas accepté la moindre discussion sur ces points, et a récusé jusqu'aux données de terrain qui pouvaient mettre en cause de près ou de loin sa « ligne ». Quiconque rappelait le caractère multifactoriel de la malnutrition infantile et le fait qu'elle n'est pas directement ou uniquement liée à la pauvreté et à un manque de céréales était accusé d'imputer la malnutrition infantile aux coutumes locales et d'en faire porter la responsabilité aux mères³. Quiconque critiquait les outrances médiatiques s'exposait à être taxé d'hypocrite refusant les effets bénéfiques de ladite mobilisation⁴. Quiconque mettait en évidence tels ou tels effets inattendus ou collatéraux des distributions alimentaires gratuites généralisées se voyait taxé de réactionnaire, voire d'affameur⁵.

2) Les autorités nigériennes (en tout cas la Présidence de la République, car l'unanimité n'a jamais été totale en leur sein), déjà fort réticentes dans les premiers mois de

² Une institution n'est jamais homogène, et il semble que des désaccords aient eu lieu au sein de MSF-France quant à l'intervention au Niger (*cf.* Bradol, 2007). D'autre part, les cadres de terrain au Niger n'avaient pas forcément les mêmes positions que le *staff* parisien. Quand nous parlons ici de MSF-France, il faut donc comprendre les responsables qui ont dirigé la politique suivie au Niger et/ou publié un ouvrage justifiant ou explicitant cette politique.

³ L'article de Barbara Cooper dans Crombé et Jézéquel (2007) témoigne de la pression idéologique de la « ligne MSF » selon laquelle émettre le moindre doute quant au primat des causes économiques signifie être coupable de « culturalisme : alors que l'auteur met bien en évidence la pluralité de facteurs qui entraînent la malnutrition infantile, en s'appuyant sur une solide documentation et sa connaissance du terrain et des problèmes (et en insistant tout particulièrement, et à juste titre, sur le rôle des relations de genre, et la responsabilité des pères et maris), elle prend paradoxalement grand soin, de façon purement rhétorique, de se situer malgré tout dans le camp de « l'explication économique de la malnutrition », et de discréditer toute « explication culturelle », qu'elle assimile abruptement à une « condamnation des mères » ! Or, les anthropologues qui ont documenté les facteurs socioculturels de la malnutrition infantile ont pris au contraire bien soin d'éviter une telle assimilation (*cf.* Bonnet, 1996, d'ailleurs citée par Barbara Cooper).

⁴ « N'y a-t-il pas une certaine hypocrisie à dénoncer les excès de la médiatisation (...) quand cette même médiatisation a cristallisé les changements de pratique dont on se félicite aujourd'hui ? » (Jézéquel, 2007: 45) !

⁵ Jean-Hervé Bradol, président de MSF-France, s'attaque ainsi au constat (pourtant largement documenté) issu des enquêtes du LASDEL selon lequel les stratégies « assistancielles » à l'œuvre dans les campagnes nigériennes auraient été amplifiées par les distributions alimentaires gratuites : il n'hésite pas à dénoncer dans ce constat une attitude profondément « réactionnaire », des « arguments développés pour s'opposer à un progrès, en l'occurrence donner accès à un traitement adapté à des enfants malades » (Bradol, 2007:287) !

l'année 2005 à reconnaître l'existence d'un problème majeur⁶, ont depuis la fin de la crise adopté une attitude de rejet systématique de tout ce qui pourrait évoquer de près ou de loin l'émergence d'une nouvelle crise ou un retour sur celle de 2004-2005, en expulsant des journalistes anglais tournant un film sur ces problèmes, en attaquant violemment le PAM, en déniaient l'existence de difficultés alimentaires quelconques en 2006 ou 2007, et même en mettant fin aux programmes *food for work* sous prétexte que, au même titre que les distributions alimentaires gratuites, ils transformeraient les populations en assistés, et feraient croire à l'existence de problèmes vivriers. On s'interroge sur le pourquoi d'une telle attitude : s'agirait-il de vouloir à tout prix défendre une conception « traditionnelle » du pouvoir, selon laquelle la légitimité du souverain reposerait sur sa « chance » et sa capacité à procurer à son peuple des récoltes abondantes et à le préserver des famines ? Ou de craintes politiques induites par les réminiscences de la famine de 1974, qui avait entraîné la chute du régime de Diori et la venue au pouvoir des militaires⁷ ? Ou d'une soudaine adoption, surprenante pour un tel régime, d'une attitude nationaliste et anti-occidentale, au moins de façade ?

MSF-France et les autorités nigériennes représentent ainsi des positions dogmatiques opposées, pour des motifs « politiques » très différents. Mais, cependant, certains arguments des uns et des autres sont plus que recevables. MSF-France a ainsi fait à nouveau exister la malnutrition infantile comme problème de santé publique (au-delà donc du cercle des seuls spécialistes), alors que l'on s'était peu à peu résigné à en accepter la présence endémique sans guère mener de politique spécifique pour la combattre⁸. Les autorités nigériennes, de leur côté, ont non sans raisons mis en garde contre le danger « assistanciel », bien réel, et rappelé la souveraineté du Niger, parfois fâcheusement « oubliée » par les intervenants humanitaires⁹.

Un autre regard sur la crise

Le présent dossier voudrait quant à lui décrire et comprendre les diverses facettes de la crise de 2004-2005 de façon sérieuse et sereine, autrement dit sans a priori idéologiques, et sur la base d'analyses fondées sur une recherche empirique menées par le LASDEL, combinant données documentaires et données de terrain¹⁰. Il inclut également la contribution d'un acteur qui a été directement impliqué dans la gestion quotidienne de la crise.

L'essentiel des textes porte sur la crise « vue d'en bas », autrement dit telle qu'elle a été vécue par les villageois et les autres acteurs nigériens concernés. C'est en effet en ce domaine que le savoir-faire socio-anthropologique des chercheurs du LASDEL pouvait être le mieux investi, au plus près des représentations et des pratiques populaires¹¹. L'article de Jean-Pierre Olivier de Sardan propose une synthèse des enquêtes menées dans 7 sites distincts à travers le pays, tandis que, dans les articles suivants, chaque auteur de ces enquêtes rend

⁶ On sait que le Premier Ministre Hama Amadou n'a reconnu la gravité de la crise et appelé publiquement à l'aide internationale que le 28 mai 2005. Quant au Président de la République, qui sur ce point comme sur bien d'autres était en désaccord avec son Premier Ministre, il a toujours nié avec constance l'existence d'une quelconque famine et minimisé systématiquement l'ampleur de la crise.

⁷ Cf. Gazibo, 2007: 60, 70.

⁸ Cf. Jézéquel (2007: 32, 39), qui, en s'appuyant sur Bourdelais et Fassin (2005), évoque à ce sujet une « économie politique de l'acceptable et de l'inacceptable ».

⁹ La dérive caricaturale de l'Arche de Zoé au Tchad ne fait que pousser à l'extrême une tendance présente dans une partie du monde des ONG.

¹⁰ Huit chercheurs y ont participé, dont quatre sont membres du LASDEL : Mahaman Ali Bako, Oumarou Hamani, Mahaman Tidjani Alou, Jean-Pierre. Olivier de Sardan. Deux étaient alors en accueil de longue durée au LASDEL : Elise Guillermet, Mariatou Koné. Le dernier collabore régulièrement avec le LASDEL : Mahaman Moha. Ce dossier utilise aussi (avec l'article de Mariatou Koné) les résultats de l'enquête menée par le LASDEL pour le compte de MSF (cf. Koné, 2006).

¹¹ A la suite de nos recherches, d'autres travaux ont à leur tour procédé à des enquêtes sur la « crise vue d'en bas », et aboutissent aux mêmes résultats (cf. Daudet, 2007).

compte d'un aspect particulier des résultats obtenus sur son site¹² (le rôle de la mairie dans la distribution des aides à Guidan Roumji par Younoussi Issa, les modalités de distribution à Olléléwa et Tirmini par Ali Bako et Elise Guillet, le rôle des migrants à Bambey par Oumarou Hamani, les relations agriculteurs-éleveurs à Roumbou par Mahaman Moha, la malnutrition infantile à Madarounfa par Mariatou Koné). En contre-point à ces descriptions largement convergentes de la crise alimentaire sur le terrain, l'article de Mahaman Tidjani Alou est consacré à la façon dont les médias ont rendu compte de la « famine » au Niger, sur la base d'un corpus très fourni d'articles de la presse nationale et internationale. Enfin, Elsa Delcombel propose une analyse de la crise « vue de l'intérieur », plus exactement de l'intérieur de la « Cellule crise alimentaire » (CCA), organisme public nigérien qui a été au cœur des dispositifs d'aides et de la confrontation des institutions.

Une caractéristique de ce numéro est qu'il a été réalisé par une équipe issue pour l'essentiel d'un laboratoire entièrement nigérien, le LASDEL, qui mène depuis des années des travaux empiriques sur la délivrance et la gestion des biens et services publics et collectifs, et qui regroupe des chercheurs ayant une solide connaissance du monde rural nigérien.

Nous souhaiterions à titre introductif rappeler le contexte socio-économique d'ensemble dans lequel la crise de 2004-2005 est intervenue, puis tenter un bref bilan de l'environnement institutionnel de la crise et des dispositifs d'intervention mis en place pour y faire face, et enfin analyser en quoi il s'agissait d'une « crise d'un nouveau type », qui soulève des problèmes auxquels ni les institutions de développement ni les organismes urgentistes ne sont habitués à faire face.

Les sociétés et économies locales à la veille de la crise

Ce contexte socio-économique complexe a été en effet largement ignoré par les médias traitant de la crise de 2004-2005, qui ont le plus souvent réduit le Niger au simple rang de pays le plus pauvre du monde¹³, et n'ont guère évoqué autre chose que les criquets et la sécheresse pour caractériser le contexte de la « famine ». La réalité est très éloignée de cette vision caricaturale.

A travers l'ensemble de nos sites d'enquête, trois principaux systèmes socio-économiques peuvent être distingués, à titre de « types-idéaux », jamais purs et toujours enchevêtrés dans la réalité. Ils ne résument certes pas à eux seuls l'ensemble des situations très diverses qui coexistent au Niger, mais ils sont présents à travers tout le pays, de façon très significative.

Trois systèmes socio-économiques

1) Un système à dominante pastorale mobile

Ce système, qui n'est jamais exclusivement pastoral (il se combine toujours à une activité agricole minimale), est évidemment dominant dans la zone pastorale au Nord du pays¹⁴, qui n'a pas hélas pu être prise en compte dans notre étude. Mais il ne s'y limite pas, loin de là. Dans les zones agricoles et agro-pastorales enquêtées, il existe en quelque sorte de façon interstitielle, sous la forme d'éleveurs nomades transhumant ou pâturant dans les localités considérées. Ces éleveurs interstitiels concourent pour une part non négligeable à la

¹² Pour prendre connaissance des rapports originaux par sites, qui présentent l'intégralité des résultats obtenus sur chaque site, se reporter à www.afd.fr, publications, document de travail 45, annexes.

¹³ Le classement du PNUD de 2005, où, selon l'indice de développement humain (IDH), le Niger était 177^{ème} sur 177 pays, a été abondamment rappelé...

¹⁴ Au Niger, la distinction entre zone pastorale, domaine des « groupements » et « tribus » (Peuls, Touaregs, Arabes, Toubous), sans territoires fixes, et la zone agricole, divisée en cantons territorialisés, est d'ordre administratif et remonte à la colonisation.

production locale de richesses, ne serait-ce que par le rôle qu'ils jouent sur les marchés¹⁵. Ce système connaît lui-même désormais des mutations importantes, que nous ne décrivons pas ici¹⁶.

2) Un système agricole et agro-pastoral « traditionnel-recomposé »

Il reste fondé sur la culture pluviale du mil sur de grandes superficies (pour l'autoconsommation, mais aussi pour la vente), souvent travaillées en s'installant dans des hameaux de culture (*tunga*, en hausa). Il est associé à une « épargne » en bovins. Il faut souligner le rôle croissant d'autres ressources complémentaires, sylvo-agro-pastorales (haricots, arachides, Calebasses, maraîchage, coupe de bois, etc., ainsi que salariat agricole et élevage de petits ruminants) ou non (portage d'eau, pilage, confection de briques, et surtout migrations). Les ventes et locations de champs de mil restent rares. C'est le système dominant dans la zone agricole qui occupe le Sud du pays¹⁷.

3) Un système socio-économique agricole « spéculatif »

Les productions y sont de plus en plus centrées sur l'exportation (maraîchage, souchet, sésame, arachide, coton, oignon, etc.). On constate la généralisation de l'usure, de la mise en gage et de la vente des terres, une exclusion des paysans pauvres de la terre (associée à un endettement chronique) et la constitution de grandes propriétés foncières aux mains de commerçants et de fonctionnaires. C'est dans la région de Maradi et à proximité du Nigéria que ce système se développe de plus en plus¹⁸.

Mais la présence de plusieurs systèmes de production¹⁹ ne doit pas faire oublier l'existence de nombreux traits communs, transversaux à ces systèmes ou présents dans chacun d'entre eux.

Des caractéristiques communes à ces trois systèmes

1. Une subsistance assurée par le mil, mais qui est entrée dans une crise structurelle

Dans tous les cas, le mil (ou le sorgho) reste la base de l'alimentation en milieu rural. Mais, même dans les bonnes années, la production globale est désormais insuffisante sur tous les sites. De façon chronique, les réserves familiales (greniers) ne permettent pas d'assurer l'alimentation pour une année entière dans la très grande majorité des unités de production, sauf année exceptionnelle²⁰. La production pluviale de mil est entrée depuis quelques années dans un cycle de rendements décroissants (épuisement des terres, fin des jachères, irrégularités pluviométriques). Les difficultés de la période de soudure deviennent donc de plus en plus aiguës chaque année. La crise de 2004-2005 n'a été qu'un pas de plus dans une succession d'années déficitaires²¹. L'autosuffisance alimentaire appartient au passé. Outre le marché du mil et du sorgho, très actif, les aliments importés (farine de manioc, riz, pâtes alimentaires) commencent à faire leur apparition de façon significative.

¹⁵ On rencontre la présence significative des éleveurs dans les sites d'enquête du LASDEL de Bambey, Roumbou, Olléléwa (cf. publications afd sur site).

¹⁶ Une étude du LASDEL a commencé en 2008 sur l'élevage mobile dans l'Est du Niger.

¹⁷ Ce système est caractéristique de nos sites de Bambey, Roumbou, Olléléwa, Tondikiwindi, Tirmini.

¹⁸ Parmi nos sites, Madarounfa en est l'exemple typique, le processus est en cours à Guidan Roumji.

¹⁹ Notre typologie n'est certes pas radicalement différente de diverses présentations habituelles des systèmes de production au Niger, mais elle insiste sur la transformation des rapports fonciers. L'étude de l'IRAM, qui distingue un système pastoral, un système agro-pastoral, et un système agricole (Egg *et alii*: 81), reste plus proche d'une typologie fondée sur les activités et le zonage.

²⁰ D'après une enquête ménages récente, seulement 6 % des ménages seraient auto-suffisants au point de vue alimentaire (INS-SAP-SIMA 2006).

²¹ Cf. Egg *et alii*: 2006.

2. La recherche de ressources complémentaires au centre des préoccupations du monde rural

Du fait de la production insuffisante de mil pour l'autoconsommation, la survie des ménages dépend donc, pour une part croissante, d'achats de céréales effectués sur les marchés (alimentés par le Nord Nigéria ou les zones excédentaires du pays), ceci de façon structurelle. La « subsistance marchande²² » est devenue le complément nécessaire de l'auto-subsistance, ce qui implique évidemment que les familles recourent à des activités génératrices de revenu (AGR) exercées en milieu rural (cultures commerciales, salariat agricole, emboûche, artisanat, etc) ou qu'ils émigrent temporairement, vers les pays de la Côte, en particulier le Nigéria, ou vers la Libye. Cette émigration, essentiellement masculine, joue depuis longtemps un rôle central, et de plus en plus décisif, dans la reproduction économique et sociale des campagnes nigériennes. Autrement dit, dès avant la crise alimentaire de 2005, les multiples « stratégies de débrouille » (*coping strategies*) ou « stratégies de survie » locales et l'émigration extra-locale faisaient partie des habitudes et des normes en période de soudure pour un grand nombre de ménages ruraux, afin de se procurer l'argent indispensable au mil quotidien²³.

3. Une forte pression monétaire

La monétarisation de la vie quotidienne est aujourd'hui très importante, non seulement pour assurer la subsistance familiale par l'achat de nourriture, mais aussi du fait de l'importance de l'argent dans les échanges sociaux, les dons et contre dons, les cérémonies familiales, les formes de reconnaissance sociale (une partie du stock de mil des ménages, même les plus pauvres, est ainsi vendue après la récolte pour satisfaire à de telles obligations). La circulation monétaire est particulièrement forte, il y a une pression permanente pour la recherche de numéraire, pour des usages indissociablement sociaux et alimentaires, et on a même pu parler de « sur-monétarisation²⁴ ». Si cette monétarisation est encore plus accentuée dans le système socio-économique « spéculatif », elle est fortement présente dans le système agricole « traditionnel » en transition, et est loin d'être absente du système à dominante pastorale. L'importance centrale des marchés pour les économies locales est un des indicateurs de ce phénomène, comme le succès des diverses formes de crédit (y inclus les tontines).

4. Des unités de production transformées

De plus en plus, le grand champ collectif traditionnel (en hausa : *gandu*) est morcelé, et les unités de production et de consommation se réduisent à la famille nucléaire (éventuellement polygame). Le mariage des enfants signifie désormais la division du patrimoine foncier familial, mais à des degrés divers (plus accentuée vers Maradi). La famille élargie reste certes une unité d'échanges et de relations sociales active, mais elle n'est plus une unité de production.

5. Le rôle économique des femmes

Les femmes sont des acteurs économiques importants en milieu rural, ayant partout une réelle autonomie budgétaire (à l'intérieur d'une division sexuelle du travail qui les pénalise lourdement par rapport aux hommes, et dans un contexte sociopolitique qui les marginalise dans la vie publique). Elles sont présentes dans le maraîchage, l'élevage de petits

²² Cf. Olivier de Sardan, 1995.

²³ L'existence d'une vaste gamme de stratégies de survie (cf. ci-dessous l'article de Jean-Pierre Olivier de Sardan) peut être interprétée soit comme « un indicateur d'une moindre efficacité de chacune d'elles prise isolément » (Egg et alii: 79), soit comme une recherche de diversification et un signe de vitalité.

²⁴ Cf. Olivier de Sardan, 1999 a ; c'est Raynaud (1977) qui a le premier attiré l'attention sur l'importance de la circulation monétaire dans la région de Maradi au Niger.

ruminants, le petit commerce. Mais leur place varie selon les sites²⁵. L'importance des migrations temporaires, qui sont essentiellement masculines, accentue encore leur rôle dans les villages désertés par les hommes.

6. Des familles plus vulnérables que d'autres

Les sociétés rurales nigériennes sont certes fort pauvres selon les critères internationaux, mais elles sont aussi très inégalitaires (et beaucoup moins « communautaires » que certains le disent). C'est évidemment dans le système socio-économique spéculatif que les inégalités sociales sont le plus affirmées, mais elles sont présentes partout. Autrement dit, les villages nigériens ont tous leurs riches et leurs pauvres. Au-delà de la « pauvreté au sens large » qui touche tout le pays (au sens de moyennes statistiques agrégées : cf. la rhétorique des Stratégies de Réduction de la Pauvreté), chaque commune rurale compte en son sein des « pauvres au sens restreint » (de « vrais pauvres », identifiables par tout un chacun par des signes concrets²⁶). Une fraction de la population rurale est incontestablement plus vulnérable que la moyenne, et la sémiologie locale en témoigne (en zarma, les termes de *alfukaaru*, *talaka*, *miskiin*, *tabante*, *jangante*...). Les greniers des pauvres ne contiennent du mil que pour 4 ou 5 mois de consommation, même en année normale, et lorsque viennent les pluies ils doivent quémander des semences (ou travailler comme journaliers sur les champs des autres pour en obtenir). Certaines pratiques et certaines stratégies de débrouille sont en quelque sorte « réservées » aux démunis ou aux plus démunis : salariat agricole, bien sûr, ou pilage et portage d'eau pour les femmes, mais aussi, en cas de soudure difficile, cueillette de plantes parfois toxiques ou prise d'un seul repas par jour, par exemple, sans parler de formes ouvertes ou déguisées de mendicité. Les femmes chefs de famille (veuves, divorcées) figurent fréquemment parmi les plus vulnérables.

Diverses études sur les modes de vie en milieu rural, comme les enquêtes HHLS de Care (*household livelihood security*, subsistance sécurisée des ménages) ou les enquêtes ménages de l'INS, ont fait état ces dernières années de cette paupérisation croissante d'une partie des familles rurales (Care, 1977 ; INS-SAP, 2006)²⁷.

7. Des projets omniprésents

Dans tous nos sites, comme dans tout le monde rural nigérien, les « projets de développement » font partie depuis longtemps du paysage, ils injectent des ressources, implantent une architecture institutionnelle (les groupements et comités de gestion, qui servent désormais de tremplin politique à certains acteurs communaux), financent des infrastructures, promeuvent des techniques et induisent des stratégies « assistantiales » autour de la recherche de captation de la « rente du développement²⁸ ». Mais, malgré tout, l'emprise des projets sur les sociétés locales reste relativement faible, et leur impact sur les systèmes socio-économiques évoqués ci-dessus ne semble pas décisif (sauf exceptions locales²⁹).

²⁵ Cf. Doka et Monimart, 2003, qui montrent comment le système socio-économique spéculatif marginalise économiquement les femmes dans la région de Maradi. La claustration des femmes, pratiquée en particulier dans cette même zone, a également des conséquences sur leurs activités agricoles, mais elle touche peu les familles démunies (par ailleurs elle ne freine pas nécessairement les activités commerciales des femmes cloîtrées).

²⁶ Les nécessiteux figurent ainsi parmi les bénéficiaires de la *zakkat* (dîme islamique), aux côtés des veuves, des orphelins, des handicapés, etc.

²⁷ On pourrait estimer que la proportion de familles très vulnérables se situe *grosso modo* dans une fourchette entre 10 et 20 % de la population rurale, selon les enquêtes, qui utilisent des méthodes différentes, de surcroît soumises aux biais des questionnaires.

²⁸ « *Au Niger l'aide fonctionne comme un mode de gouvernementalité* » (Rossi, 2007: 145).

²⁹ Cf. Olivier de Sardan, 1999 b.

8. Un Etat discrédité et corrompu

Au-delà des soubresauts politiques des vingt dernières années qui lui sont particuliers, l'appareil politico-administratif nigérien ne fait pas exception en Afrique de l'Ouest, et connaît les mêmes dysfonctionnements des services publics, la même corruption, le même clientélisme, et le même mode de gouvernance que ses voisins³⁰.

L'Etat est en outre directement ou indirectement contrôlé par les grands commerçants, qui financent les partis, peuplent l'Assemblée nationale et les municipalités, et importent au sein de l'appareil d'Etat les mœurs du secteur informel.

9. Pour mémoire : une forte pression démographique

Le fort taux de croissance de la population nigérienne (3,3 % par an) est largement connu, comme le fait que le Niger possède le taux de natalité le plus élevé du monde (7,1 enfant par femme), et nous ne nous y attarderons pas ici.

Telle était donc la situation générale à la veille de la crise alimentaire de 2004-2005, et telle est-elle encore aujourd'hui. En effet, *cette crise, du point de vue des populations rurales, n'a été qu'une amplification ponctuelle des problèmes* récurrents que connaît désormais le monde rural nigérien en période de soudure, et les populations, « malgré » en quelque sorte l'aide massive, y ont d'ailleurs fait face pour l'essentiel avec leurs stratégies habituelles.

Les institutions et la crise de 2004-2005

On trouvera dans les articles qui suivent de nombreuses descriptions de ces stratégies et de la façon dont la crise a été vécue au niveau local. Mais nous voudrions ici rappeler en préambule les grandes lignes de la situation qui a prévalu au niveau national, voire international. En fait, un excellent bilan existe déjà (*cf. Egg et alii*, 2006) et nous nous appuyerons largement sur ses résultats.

Le Niger avait en 2004 un Dispositif de prévention des crises alimentaires³¹ considéré comme un des plus performants du Sahel, avec à sa tête un Comité restreint de concertation réunissant le Gouvernement, le PAM, et les principaux bailleurs de fonds, et une structure opérationnelle compétente et expérimentée, la Cellule crise alimentaire (CCA), rattachée au cabinet du Premier Ministre. Après l'hivernage 2004, les données collectées par le Système d'alerte précoce (SAP) – un système classique, assez routinier, de remontée des informations recueillies par les services techniques, et en particulier les services de l'agriculture et de l'élevage – ont certes fait état d'un déficit vivrier et fourrager relatif à la récolte 2004. Mais l'ampleur de ce déficit, malgré l'invasion acridienne et diverses irrégularités pluviométriques, ne semblait pas, à la fin de l'année 2004, de nature à justifier une mobilisation générale d'urgence. Par contre il impliquait de mettre en place les réponses déjà éprouvées en 2001 (où le déficit avait été de même nature), sous forme d'un plan d'atténuation des crises (PAC) : accroissement des ventes à prix modéré (VPM), appui aux banques céréalières (BC), multiplication des chantiers à haute intensité de main d'oeuvre (HIMO), autrement dit *food for work* et *cash for work*.

On peut certes souligner déjà divers dysfonctionnements, qui ont quelque peu perturbé le Dispositif, sans toutefois mettre en cause son action de façon radicale :

- (a) Des « cafouillages » divers du côté des autorités nigériennes quant à leur estimation de l'ampleur du déficit ont entaché leur crédibilité du côté de leurs partenaires internationaux (après avoir fait état à Banjul début

³⁰ *Cf. Blundo et Olivier de Sardan 2007 ; Olivier de Sardan et Tidjani Alou, 2009.*

³¹ « Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires ».

nombre de seulement 20 000 tonnes de déficit, le gouvernement est passé à 223 000 tonnes fin novembre).

- (b) Face à la requête d'aide d'urgence (78 000 tonnes de vivres) présentée par le Gouvernement nigérien fin novembre 2004 (et relancée à la mi-décembre), les partenaires internationaux n'ont guère réagi dans les semaines suivantes (entre autres en raison du tsunami...).
- (c) En novembre et décembre 2004, le Gouvernement et la Présidence de la République étaient focalisés sur les élections présidentielles et législatives, au point que la réunion annuelle du SAP a dû être reportée d'un mois : elle ne s'est tenue que mi-janvier 2005.

Mais, jusqu'en mars 2005, l'ensemble des acteurs institutionnels collaborant au sein du Dispositif (autrement dit la CCA, le Gouvernement, les institutions internationales et coopérations bilatérales), partageaient le diagnostic d'une crise restant à peu près sous contrôle.

Deux facteurs ont alors peu à peu introduit le doute, et ont pris de cours le Dispositif, qui a vu la situation lui échapper, qui n'a pu se procurer à temps les vivres nécessaires, et qui a été en outre débordé par les ONG d'un côté, la presse de l'autre.

Le premier est la hausse de plus en plus spectaculaire du prix des céréales, due à différents facteurs : en premier lieu l'inversion des flux vivriers traditionnels avec le Nigéria (d'ordinaire exportateur vers le Niger, et cette année là devenu importateur), mais aussi la mauvaise récolte de maïs au Ghana (qui avait été exportateur vers le Niger lors de la crise de 2001), ou la fermeture des frontières du Mali et du Burkina à l'exportation céréalière, d'où il a résulté une difficulté très inhabituelle à trouver des vivres disponibles non seulement sur le marché national, mais surtout sur le marché régional. Cette hausse des prix était inattendue, sans lien mécanique avec l'ampleur du déficit vivrier. Elle a été progressive et a soulevé assez vite un certain émoi dans les campagnes, ce qui aurait pu alerter le Dispositif s'il avait pu y prêter suffisamment attention. Mais ni le SAP, focalisé sur des estimations bureaucratiques ou politiques de la production agricole, ni le Dispositif, qui s'est concentré sur une intensification des mesures déjà mises en route dans le cadre du plan d'atténuation, n'ont pris à temps la mesure du problème (on a continué à chercher du mil introuvable sur le marché régional au lieu de se reporter sur le riz, les premiers achats en Asie n'ont été effectués qu'en fin juin 2005, etc.). Cette hausse des prix apparaît aujourd'hui comme l'élément central dans l'explication de la crise de 2004-2005, ce qui a permis de la caractériser comme « *une crise d'accessibilité, sur une fond de déficit d'offre* » (Egg et alii: 85).

Mais c'est un tout autre facteur qui va paradoxalement transformer radicalement la situation, en faisant pression sur le Dispositif, en attirant l'attention des médias internationaux, et, par là même, en changeant le niveau de la prise de décision et la nature des moyens mis en œuvre. Il s'agit de la révélation de taux de malnutrition infantile particulièrement élevés. Les résultats d'une enquête commandée par le PAM et HKI (*Helen Keller International*) et réalisée en janvier 2005 dans les régions de Maradi et Zinder montrent des prévalences de malnutrition aiguë « *comparables à celles de populations vivant dans des zones de guerre* » (cf. PAM-HKI, 2005 ; cité in: Egg et alii: 59). MSF prend le relais et mobilise la presse en faisant état d'une multiplication par 3 des admissions d'enfants malnutris sévères dans ses centres autour de Maradi. Désormais, c'est par la porte d'entrée « *malnutrition infantile* » que la mobilisation médiatique va s'effectuer, c'est autour de la malnutrition infantile que va se construire dans les journaux et les télévisions du monde entier l'existence d'une « *famine* » au Niger, avec une montée progressive en puissance de la

mise en image, de la mise en mots et de la mise en secours de cette famine, à partir de mai, et jusqu'au pic spectaculaire de juillet et août 2005 (cf. l'article de Tidjani Alou)³².

Pour les spécialistes, l'assimilation entre famine et malnutrition infantile est caricaturale et en partie infondée, dans la mesure où la forte prévalence de la malnutrition infantile, modérée ou sévère, était un phénomène bien connu, de nature endémique, et de surcroît commun à tous les pays sahéliens. Le rapport PAM-HKI, par exemple, rappelait que les taux de malnutrition aiguë observés en janvier 2005 étaient comparables à ceux relevés en 2000 dans la même zone par l'UNICEF (cf. Egg *et alii*: 59)³³. L'augmentation des taux d'admission dans les CRENA et CRENI³⁴ pose cependant le problème incontournable d'une incidence particulière, conjoncturelle, de la crise alimentaire de 2004-2005, sur la malnutrition infantile. Il s'est passé « autre chose » que la simple perpétuation d'une malnutrition chronique. L'accroissement spectaculaire du nombre d'enfants malnutris dépistés a incontestablement une relation avec la crise alimentaire. Toutefois, il est *aussi* dû à l'interaction avec d'autres facteurs qu'il est impossible de pondérer³⁵.

Mais peu importe en un sens la position des spécialistes : l'équation « *Niger = famine = malnutrition infantile* » va s'imposer dans l'opinion publique internationale, et peser en retour sur la gestion de la crise, et ceci sous deux modalités. D'une part, les ONG, emmenées par les « urgentistes », avec à leur tête MSF, vont prendre massivement pied au Niger, en contournant fréquemment l'Etat et en ignorant bien souvent les politiques publiques, au nom du droit d'ingérence humanitaire (sauver des milliers d'enfants en danger de mort). Elles mettent en place les premières distributions gratuites, et instaurent elles-mêmes directement dans le pays un « régime d'urgence humanitaire » de fait. D'autre part, ces ONG exercent, directement ou par le biais de la presse, une forte pression sur les principaux acteurs institutionnels du Dispositif, qui doivent réorienter bon gré mal gré leur stratégie, pour, eux aussi, entrer dans ce « régime d'urgence humanitaire ». C'est ainsi que le PAM, par exemple, fait cavalier seul en juillet pour décider de s'engager dans les distributions gratuites à grande échelle, mais il est vite suivi par les autres donateurs et par la CCA. Plus généralement, les représentants au Niger des bailleurs de fonds vont se trouver dès lors privés d'une grande partie de leur pouvoir de décision au profits des sièges centraux situés au Nord, très sensibles à la pression des médias d'un côté, et peu au fait de la situation locale, de l'autre, qui vont gérer directement leurs interventions au Niger depuis les bureaux de New-York, Paris, Washington ou Dakar (cf. l'article de Elsa Delcombel). L'Etat nigérien en a ainsi été encore un peu plus marginalisé.

Il faut porter cependant au crédit du Dispositif, malgré son manque de moyens, d'avoir réussi tant bien que mal à surmonter les diverses tensions et contradictions dues au

³² Il serait cependant injuste de mettre tous les journalistes dans le même panier, et il y a évidemment des articles de la presse écrite qui ont réussi à montrer la complexité de la crise, ce qui est par contre rarissime du côté des télévisions.

³³ L'enquête démographie santé (EDS) de 1998 relevait des chiffres plus alarmants encore (mais recueillis entre mars et juin). Quant à l'étude d'Action contre la Faim- Espagne (ACH, 2005), menée en 2005 au moment où la situation nutritionnelle était rétablie du fait des récoltes et des distributions de vivres, elle ne constate aucune baisse de la malnutrition infantile.

³⁴ Centres de récupération nutritionnelle ambulatoires ou intensifs.

³⁵ Dans les entretiens que les chercheurs du LASDEL ont menés, les raisons suivantes ont ainsi été évoquées fréquemment par leurs interlocuteurs(trices) pour expliquer cette fréquentation accrue : l'attrait des rations délivrées aux familles d'enfants malnutris, les présentations fréquentes d'un même enfant dans plusieurs centres, l'afflux de mères venues du Nigéria, l'effet mécanique de l'accroissement spectaculaire de l'offre (« *plus de 800 centres de récupération nutritionnelle sont mis en place par une vingtaine d'ONG* », Egg *et alii*, 2007: 18). Le nouveau protocole mise en place par MSF (et ensuite généralisé) a aussi considérablement favorisé la venue des mères aux centres de soins, en évitant l'hospitalisation grâce à la distribution de *Plumpy'nut* administrable par les mères elles-mêmes (cf. l'article de Mariatou Koné ci-dessous ; Briend, 2007 ; Defourny, 2007).

changement de stratégie brutal en son sein, aux critiques virulentes des ONG, à la pression médiatique internationale, aux immixtions des sièges centraux, ou aux désaccords entre le pouvoir nigérien et le PAM³⁶. La CCA a réussi en effet à maintenir et élargir une coordination entre les principaux intervenants au niveau national (réunions hebdomadaires ouvertes aux ONG), et à travailler en fin de compte de façon étroite avec la délégation locale du PAM, au-delà des conflits entre leurs structures de tutelle respectives, pour organiser les distributions massives. D'où un bilan à cet égard positif : « *Globalement, la distribution gratuite de vivres à grande échelle est un succès opérationnel : 81 500 tonnes de céréales ont été distribuées en deux mois durant la saison des pluies.* » (Egg et alii: 70). Au total, la CCA et le PAM auront assuré la distribution de près de 140 000 tonnes.

Une crise de type nouveau

Alors qu'une crise alimentaire sévère ou une « famine » sont classiquement perçues comme le produit de *conjunctures catastrophiques* (craquements, sécheresse, inondations, guerres), et impliquent des formes d'action préventives ou réactives directement liées à l'ampleur et la nature de ces chocs conjoncturels, la crise alimentaire nigérienne de 2004-2005 s'en distingue fondamentalement par le caractère *non conjoncturel* de ses principaux traits. En effet, elle se décompose en une *crise agricole structurelle* (le déficit vivrier devient progressivement une donnée permanente de l'économie nigérienne) et une *malnutrition infantile endémique*. Sa dimension « catastrophique », autrement dit son entrée dans un « régime d'urgence humanitaire » est très largement imputable à des facteurs qui ne sont en rien « catastrophiques » et que l'on pourrait même qualifier de relativement marginaux ou collatéraux (comme la présence au Niger avant 2005 de MSF, sans qui il n'y aurait pas eu de mobilisation médiatique³⁷, ainsi que l'existence de fonds disponibles considérables, recueillis pour le tsunami, dans la trésorerie des ONG humanitaires). Le seul élément *conjoncturel* important a été le fonctionnement « à l'envers » du marché céréalier régional et le manque de coordination sous-régionale pour approvisionner le Niger, mais on peut y voir aussi la manifestation d'une dépendance *structurelle* accrue du pays envers un marché régional fortement intégré. Loin d'être une « famine » à l'ancienne, qui « tue » massivement pour cause de sécheresse dramatique³⁸, la crise de 2004-2005 est l'expression d'une dégradation progressive de l'autosubsistance agricole du pays, de la dépendance croissante des ménages ruraux envers les achats de vivres, de la mauvaise situation sanitaire et nutritionnelle des populations en général et des enfants en particulier, et du processus de paupérisation qui frappe avant tout (mais dans la discrétion) les familles les plus vulnérables que nul « filet social » ne prend en charge.

Autrement dit, les traits fondamentaux de cette crise questionnent d'abord et avant tout les *politiques publiques*, que ce soit la politique agricole et la politique économique d'une part, la politique de santé publique d'autre part, la politique sociale, enfin. Ils révèlent les échecs, ou, pire, les absences, des politiques publiques dans ces domaines. De ce point de vue, ils n'auraient jamais dû figurer sur l'agenda de l'action humanitaire telle qu'elle fonctionne de

³⁶ Le PAM a été le principal acteur de l'aide d'urgence. Il était à la fois le chef de file des bailleurs de fonds au sein du Dispositif (il avait la signature), il agissait en même temps de son côté comme opérateur propre, et de plus il était opérateur délégué pour le compte des plans d'urgence de certaines coopérations internationales. Les frictions avec le gouvernement ont porté en particulier sur les points suivants : la décision unilatérale du PAM de procéder à des distributions gratuites, sa volonté de passer par des ONG sous-traitantes plutôt que par les comités sous-régionaux du Dispositif, ou ses désaccords avec le Premier Ministre quant à la prise en charge des frais de transports des céréales achetées en Inde...

³⁷ MSF est intervenu au Niger pour une épidémie de rougeole en 2001, et a décidé d'y rester pour faire face à la malnutrition sévère endémique dans la zone touchée par l'épidémie. Pour l'histoire par MSF de la présence de MSF au Niger, avant, pendant et après la crise, cf. Crombé, 2007 et Defourny, 2007.

³⁸ Un haut fonctionnaire nigérien nous a ainsi parlé d'un « *nouveau visage de la famine* ».

nos jours à l'échelle internationale (entre guerres au Soudan, tsunami en Indonésie, ou tremblement de terre au Pakistan). Les dispositifs urgentistes ont en effet des logiques d'intervention très différentes de, voire parfois même opposées à, celles qui règlent l'action publique, ne serait-ce que parce qu'ils mobilisent sur des opérations ponctuelles des sommes très importantes sans budget prévisionnel ni planification à moyen terme, et sans avoir à rendre compte de leurs activités auprès du pays hôte, lui-même totalement dépassé par l'ampleur des moyens humanitaires mobilisés³⁹. Cette intrusion massive des institutions humanitaires sur des problèmes chroniques ou structurels à laquelle nous avons assisté en 2004-2005 au Niger est-elle une exception, due à un concours de circonstances, ou va-t-elle se poursuivre et se développer ? Si c'est la seconde hypothèse qui se vérifie, autrement dit si les dispositifs humanitaires prennent pied désormais de façon durable sur le terrain habituel de l'action publique en Afrique, quelques questions importantes se posent : (a) disposent-ils des compétences nécessaires pour ce qui est, pour eux, un « nouveau métier » ? (b) ont-ils pour agir en ce domaine un mandat et une légitimité et à qui doivent-ils rendre des comptes ? (c) interviennent-ils en complément des politiques publiques existantes ou en contradiction avec elles⁴⁰ ?

Il se trouve qu'en Afrique en général, et au Niger en particulier, les politiques publiques sont largement financées, mais aussi conçues (et parfois mises-en-oeuvre) par les partenaires techniques et financiers (les bailleurs de fonds), plus que par les autorités compétentes de l'Etat. Aussi relèvent-elles *de facto* de ce domaine assez particulier d'une action publique extravertie, pilotée de l'extérieur, que l'on appelle le « développement », et les « politiques de développement », déclinée sous différents labels et différentes modalités (stratégies de réduction de la pauvreté, aide sectorielle, projets, etc...). La crise de 2004-2005 au Niger montre à quel point ces politiques de développement sont inadaptées, et n'ont pas su répondre depuis des décennies à ces deux défis majeurs que sont la sécurité alimentaire et la santé infantile.

Mais elle témoigne aussi du déficit considérable de l'Etat nigérien en capacités de prévision, de réflexion, d'action, de coordination, et de communication, malgré la compétence et l'efficacité incontestables dont ont fait preuve certains de ses agents ou de ses services. Elle souligne aussi sa dépendance – et sa vulnérabilité – vis-à-vis de l'aide internationale, et le peu de cas que les ONG (et les agences de l'ONU) font parfois de sa souveraineté. L'action des ONG et de certaines agences de l'ONU a ainsi pris en certains cas, sans consultation ni même préavis, le contre-pied des politiques d'un Etat nigérien impuissant et spectateur : le PAM a imposé du jour au lendemain les distributions gratuites alors que la politique officielle s'y opposait ; il a décidé de répartir les secours dans tout le pays par le biais d'ONG alors que la politique officielle était de passer par les comités sous-régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires (CSR-PGCA) placés sous l'autorité des préfets ; les ONG urgentistes ont implanté près de 800 centres de soins gratuits, centrés sur la malnutrition mais délivrant des soins annexes, alors que la politique officielle était le recouvrement des coûts...

³⁹ Un responsable de la coopération française a évalué devant nous la somme dépensée par MSF pour chaque enfant traité à 300 euros, alors que le système de santé nigérien ne dépenserait que 10 euros par enfant et par an... De son côté Jézéquel (2007: 51) nous annonce que le budget de MSF pour lutter contre la seule malnutrition infantile au Niger dans quelques districts représente 15 % de celui que le Niger consacre à toutes les pathologies de toutes les couches de la population dans le pays tout entier ! Il faut souligner la difficulté à obtenir des chiffres fiables quant aux sommes réellement dépensées par les ONG (seules les dépenses de la CCA et du PAM sont à peu près connues, à la réserve près des coûts finaux de distribution).

⁴⁰ Toute intervention humanitaire *ponctuelle* se situe déjà, qu'elle le veuille ou non, sur le terrain de l'action publique (comme substitut, comme complément, ou du fait des défaillances des politiques publiques). Mais on a assisté au Niger à une implantation *durable* des institutions humanitaires, qui rend plus intenable encore l'opposition entre « urgentistes » et « développeurs ».

Enfin, à un niveau plus technique, cette crise a montré les limites du système actuel de recueil et de traitement de l'information : une réorganisation du SAP et du Dispositif s'impose, afin de produire des chiffres plus fiables d'une part (nos enquêtes ont montré comment les chiffres fournis sur les déficits sont contestables) et de prendre désormais en compte les données nutritionnelles et les données économiques régionales (*cf.* l'article de Jean-Pierre Olivier de Sardan).

Au total, on pourrait définir ce qui s'est passé durant ces mois au Niger comme une « *crise spasmodique (avec ingérence extérieure massive) de mise en évidence de problèmes chroniques fondamentaux relevant des politiques publiques et non résolus par celles-ci* ». La crise est passée, mais, comme les problèmes demeurent entiers, elle peut se reproduire à tout moment.

Conclusion

Nous voudrions enfin évoquer certains des principaux résultats qui se dégagent de notre enquête et qui peuvent avoir un impact sur la gestion future de crises analogues. Les recherches au niveau *micro* (et qualitatif) que mène le LASDEL n'entendent pas en effet être coupées de débats plus larges : par leur fonction de « rappel au réel », elles posent des questions qui sont en rupture avec certaines « langues de bois » fréquentes dans le monde de l'action publique et du développement.

1) Il est vrai que cette crise n'a pas donné lieu à des détournements « au sommet » massifs ou visibles, et qu'il n'a pas été constaté de manoeuvres spéculatives à grande échelle chez les grands opérateurs économiques régionaux. Mais on ne doit pas sous-estimer pour autant l'existence de très nombreux « *micro-détournements* » (par les agents de l'Etat et des ONG, ou par les notables politiques locaux) ou d'une « *micro-spéculation* » diffuse (chez les commerçants au niveau des villages et villes rurales). Aucune donnée chiffrée n'est certes disponible, mais ces phénomènes sont omniprésents dans les discours recueillis, ce qui témoigne en tout cas de l'importance d'un « espace de soupçons » déjà structuré dans le milieu rural (face à l'Etat, aux notables, et aux actions communautaires), qui constitue au niveau local le contexte de multiples malentendus, accusations et incompréhensions (*cf.* en particulier l'article de Mahaman Ali Bako), favorisés par le déferlement d'aides en tous genres qui ont été inégalement et mal réparties entre les villages.

2) Ces aides, une fois distribuées aux villageois, ont incontestablement été appréciées par ceux-ci. Mais la stratégie principale suivie par les intervenants extérieurs ou les responsables locaux des distributions ayant été l'arrosage général, les quantités reçues ont été assez faibles, et n'ont constitué qu'un appoint au niveau des ménages (malgré l'ampleur des moyens mobilisés). Le « ciblage social » en direction des « vrais pauvres » locaux est apparu comme impossible dans l'urgence (*cf.* l'article de Elsa Delcombel) ou, quand il a été esquissé, a échoué (*cf.* l'article de Elise Guillermet)⁴¹.

3) De nombreux acteurs du Sud ignorés par les médias (occupées à couvrir l'aide venant des pays du Nord) ont joué un rôle croissant sur la scène humanitaire, comme les associations arabo-islamiques, mais aussi les ressortissants (cadres originaires du milieu rural), les pays voisins, les mécènes locaux, et les toutes nouvelles municipalités (*cf.* l'article de Younoussi Issa).

⁴¹ La question du ciblage social en cas de crise alimentaire ou de famine n'est évidemment pas nouvelle. On peut à cet égard évoquer Amartya Sen (je remercie Tom de Herdt pour ce rappel) qui avait soulevé le problème à propos de l'Inde, et préconisait déjà le « *food for work* » comme forme positive d'auto-ciblage social (Sen, 1981).

4) Grâce en particulier à MSF, et à travers les outrances des médias, la malnutrition infantile chronique est devenue (ou redevenue) « grâce à la crise » un problème important de santé publique. Reste à ce qu'elle soit l'objet d'une véritable politique publique. La décision du Président de la République prise soudainement en 2007 de rendre gratuit l'accès aux soins des enfants de moins de 5 ans montre au moins que la question se pose, même si on peut avoir des inquiétudes sur le financement d'une telle mesure, et sur son impact sur le terrain. La crise de 2005 aura en tout cas permis l'adoption massive d'un nouveau protocole de traitement de la malnutrition infantile sévère, autour du fameux *Plumpy'nut*, qui est un incontestable progrès dans la prise en charge de cette pathologie.

5) Les principaux recours des populations face à la crise n'ont en fait pas été les secours internationaux, mais d'une part les « stratégies de débrouille » habituelles en période de soudure (avec certaines innovations, divers aménagements et des variations locales), et d'autre part l'envoi d'argent par les très nombreux migrants nigériens établis dans les pays voisins (Nigéria, autres pays de la Côte, Lybie), qui contribuent de plus en plus fortement à la survie des familles (cf. l'article de Oumarou Hamani). Là aussi, le décalage avec les médias (nigériens comme internationaux) est total : Mahaman Tidjani Alou souligne que sur un corpus de plus de 600 articles de presse, aucun n'a été consacré à ce rôle des migrants !

6) La crise pastorale a, elle aussi, été assez largement passée sous silence, malgré sa sévérité. Il est vrai qu'elle n'était pas corrélée à une malnutrition infantile dramatique (les zones pastorales sont moins touchées par celle-ci, du fait entre autres de la place qu'y tient la consommation de lait animal) et n'offrait pas de caractère spectaculaire pour les médias. Elle était pourtant la plus prévisible, car elle était fonction d'un déficit fourrager important perceptible dès la fin de l'hivernage. Elle a engendré des contradictions importantes entre éleveurs et agriculteurs (cf. l'article de Mahaman Moha), dans un climat déjà tendu depuis des années entre les deux groupes du fait d'une concurrence croissante sur l'espace.

7) Face aux « perdants », à savoir les familles les plus précaires et les plus démunies, qui ont dû vendre ou hypothéquer leurs champs, et que chaque crise enferme plus dans la « vraie pauvreté », la crise a eu aussi ses « gagnants » (commerçants, spéculateurs, ONG, notables), qui ont pu accroître leur patrimoine ou leur capital politique.

8) Les stratégies de « captation » de l'aide (ou de « contournement » des conditions d'accès) par les acteurs locaux de tous statuts ont été généralisées : elles renvoient en fait à des logiques « assistancielles » du côté des populations, comme des pouvoirs publics, depuis longtemps en place, mais qui se sont amplifiées (« *aid dependency* »). Chacun tente de « prendre sa part », la plus grande possible, de la « rente du développement ». Loin de l'opposition entre « urgentistes » et « développementistes » qui fait rage dans les milieux occidentaux concernés⁴², l'aide humanitaire a surtout été perçue au Niger comme une forme supplémentaire de la « rente du développement ».

⁴² Elle est reprise par certains chercheurs : cf. Jézéquel, 2005 ; Rossi, 2007.